

1

1787 À la fin du XVIII^e siècle, la France – alors considérée comme la première puissance européenne –, traverse une crise sévère, liée à la conjonction de multiples problèmes.

Il s'agit d'abord d'une crise économique, due à de mauvaises récoltes sur plusieurs années, à cause de la dégradation des conditions climatiques. L'augmentation des prix agricoles conduit les gens du peuple à réduire leurs achats de vêtements, d'outils et de meubles : l'activité de l'artisanat et des premières industries s'en ressent. En ville, le nombre de chômeurs augmente et la colère gronde.

Cette crise économique aggrave aussi les inégalités sociales. Les impôts perçus par la noblesse*, le clergé* et l'État dépassent désormais le quart du revenu des paysans, qui forment près de 80 % des 28 millions d'habitants. La population crie famine tandis qu'une minorité de privilégiés profitent de l'augmentation des prix des denrées agricoles, revendues avec profit. Non seulement les trois « ordres » – ou groupes sociaux – ne sont pas imposés de la même façon, mais les provinces et les villes jouissent aussi de privilèges* différents. En ces temps difficiles, le comportement scandaleux de l'entourage du roi, à Versailles, heurte profondément les esprits, du fait des dépenses ostentatoires des personnalités les plus en vue, comme la princesse de Lamballe, ou la reine Marie-Antoinette, surnommée « Madame Déficit ».

Ce manque de retenue choque d'autant plus la population que les caisses de l'État sont vides. Depuis sa participation à la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique, la France est couverte de dettes. Il faut augmenter les impôts, dans une période où cela s'avère particulièrement difficile. Les ministres des Finances successifs sont renvoyés parce qu'ils estiment essentiel de mieux répartir l'impôt, entre toutes les classes sociales et de la même façon pour les différentes provinces. Mais lorsque le roi accepte finalement le principe d'une réforme, ce sont les assemblées de notables – les parlements – qui se

rebellent, à Paris et dans les régions, en demandant à participer aux débats. Elles s'opposent ainsi à l'arbitraire* d'un roi qui n'a théoriquement pas besoin de justifier ses actes.

→ Passez directement au 75.

2

été 1793 Aux mains des Montagnards, le gouvernement révolutionnaire décide effectivement la « levée en masse ». Tous les Français sont désormais susceptibles d'être réquisitionnés, même les femmes dans les hôpitaux, les enfants pour les tâches quotidiennes et les vieillards afin de galvaniser les troupes ! De jeunes généraux de grande qualité sont nommés pour les commander : Hoche, Jourdan, Kléber, Marceau.

Ces armées nombreuses pourront ainsi rejoindre les deux champs de bataille : celui des frontières, et celui des révoltes intérieures. C'est que la Convention décide la « destruction de la Vendée » royaliste : en brûlant les forêts, détruisant les récoltes et pillant tous les biens, la guerre sera totale. La ville de Lyon, d'abord Girondine puis royaliste, est soumise aux tirs de l'artillerie républicaine et tombe bientôt. Ainsi, la République triomphera de ses ennemis !

Mais il ne s'agit là que d'une partie des mesures nécessaires à la survie de la nation. Aussi, vous devrez rallier les étapes suivantes, pour apprendre les 3 chiffres qui codent l'issue de la crise actuelle. Le premier chiffre est le 1 : notez-le précieusement. Que désirez-vous entreprendre à présent, si vous n'avez pas encore le code complet ?

→ La concentration de tous les pouvoirs politiques au Comité de Salut Public ? Rejoignez le 215.

→ Des mesures sociales pour gagner les paysans et le petit peuple des villes à la cause révolutionnaire ? Avancez au 339.

3

mars 1793 Vous vous rendez à la Commune de Paris, toujours active, où les Enragés font leur propagande. Ces insurgés de l'extrême gauche, menés par Jacques Roux et Varlet, exigent la taxation des produits alimentaires. Cette mesure, qui vise à fixer autoritairement le prix des marchandises de première nécessité, soulagerait le peuple de Paris qui souffre de la faim. Les Enragés font donc pression sur les Girondins, et même sur certains Montagnards, afin que la Révolution soit plus égalitaire.

- Vous pouvez à présent découvrir les Hébertistes, un autre groupe extrémiste, en allant au 213.
- Ou participer à l'élaboration de la nouvelle Constitution* avec les députés de la Convention, en rejoignant le 116.

4

2 novembre 1789 Vous gagnez 2 points de capital intuitif, car seule une minorité de députés s'oppose à la nationalisation des biens du clergé. Sieyès et l'abbé Grégoire ont beau lutter aux côtés de Le Mintier, évêque de Tréguier, qui représente les rares contre-révolutionnaires siégeant encore à la Constituante, le déficit de l'État s'avère trop important pour que la Constituante hésite encore à transformer les propriétés de l'Église en « biens nationaux ». Dans une atmosphère tendue, l'Assemblée décide donc la création d'un nouvel emprunt d'État : des billets, portant le nom d'« assignats* », sont garantis sur la valeur des « biens nationaux » mis en vente. Mais le déficit est tel qu'il faut bientôt les multiplier, ce qui diminue leur valeur, et renforce la méfiance des possédants. Les paysans les plus riches et surtout les bourgeois profitent de ces ventes pour accroître leurs domaines. Souhaitez-vous acheter des assignats ?

- Oui ? Gagnez le 168.
- Non ? Retirez-vous au 258.

5

22 juillet
1790

Vous perdez 3 points de capital intuitif. Les problèmes restent en effet très nombreux. Les grandes villes de province connaissent des émeutes à cause du prix du pain. L'État ne peut pas aider les populations, car les impôts rentrent mal. La Révolution n'a encore rien résolu !

- Passez directement au 369.

6

14 novembre
1791

La gauche jacobine se trouve très diminuée depuis la fusillade du Champ-de-Mars et la répression menée par l'Assemblée. Tandis que Robespierre anime le club parisien, Brissot, élu député de l'Assemblée législative, s'allie aux Feuillants pour lutter contre les ennemis de la Révolution. Les émigrés* sont sommés de rentrer au pays, s'ils ne veulent pas être considérés suspects de complot contre le régime. Les curés doivent prêter un serment de fidélité à la Constitution*. Et pour s'assurer qu'ils ne mèneront plus les insurrections provinciales, tout refus d'obéissance sera passible de deux ans d'emprisonnement.

Mais vous devenez furieux en apprenant que Louis XVI, par son veto, s'oppose aux mesures frappant les contre-révolutionnaires. Les décrets de l'Assemblée législative obligeant le retour des émigrés et le serment des prêtres ne seront pas appliqués. Que décidez-vous ?

- Mener une campagne contre tous les ennemis de la Révolution, à Paris comme dans les départements ? Choisissez le 35.
- Ou calmer la population affamée en procédant à des distributions de vivres ? Rendez-vous au 347.

7

8 décembre
1794 /
18 frimaire
an III

Vous gagnez 2 points de capital social en suivant les modérés qui réintègrent plus de soixante-dix députés Girondins exclus depuis juin 1793. Malgré les protestations des Montagnards, la droite se renforce ainsi au sein de la Convention et l'équilibre des forces en présence change brutalement. Les Montagnards se retrouvent en position d'accusés ! Barère, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois sont inculpés pour leur rôle pendant la Terreur, et déportés à Cayenne. Vous avez eu raison de vous désolidariser de ce groupe. Pourtant, la famine guette tandis que les députés suppriment le maximum des prix et les réquisitions (24 décembre 1794 / 4 nivôse an III). La Convention redoute désormais une émeute populaire. Que peut-on envisager ?

- Rassembler la garde* nationale pour protéger la Convention ? Présentez-vous au 97.
- Interdire toute agitation et empêcher les manifestations par la force ? Interposez-vous au 159.
- Faire arrêter tous les meneurs, à titre préventif ? Avancez au 305.

8

19 janvier
1793

Seuls quelques timorés osent voter pour la détention : vous perdez 3 points de capital social. Les députés déclarent que Louis Capet est « coupable de conspiration contre la liberté de la nation et la sûreté générale de l'État ». Même Philippe Égalité – c'est le nouveau nom du duc d'Orléans – cousin du roi, vote la mort, tout comme une majorité de 387 députés, dont certains nobles, tel Louis Le Peletier de Saint-Fargeau, devenu ami de Robespierre, et qu'un royaliste assassine le lendemain pour avoir trahi son ancien roi. Mais le vote est serré, puisque 384 représentants du peuple s'opposent à la mort de Louis Capet, ou posent des conditions. Les proches de Brissot, notamment, demandent un sursis, en estimant que l'exécution du condamné

pourrait favoriser l'union des États européens contre la France.
Que proposez-vous ?

- Exécuter immédiatement la sentence ? Foncez au 166.
- Accorder un délai, le temps que les armées se préparent à cette guerre générale ? Temporalisez au 346.

9

18 octobre
1793 / 27
vendémiaire
an II

Si les républicains changent leur calendrier, vous, les royalistes, vous changez de département ! Après la défaite de Cholet et la mort successive de plusieurs de leurs chefs, les Vendéens, sous la conduite de La Rochejaquelein, passent la Loire. Il s'agit de rallier la Bretagne et le Maine dans le camp de la contre-révolution, et d'opérer une jonction avec les Anglais à Granville. Cependant, le 14 novembre, vos compagnons échouent à prendre ce port de la Manche. Que faire alors ?

- Retourner en Vendée, en repassant la Loire au 106 ?
- Rester en Bretagne, en vous retirant au 204 ?

10

23 juin 1789

Votre proposition attire l'attention de Necker et de Montmorin, qui sont les membres les plus modérés du Conseil royal. Mais Louis XVI demande aussi l'avis de ses deux frères et de la reine Marie-Antoinette, qui refusent de céder face à quelques provinciaux. L'« Assemblée nationale » ose peut-être affronter la puissance royale, de manière d'ailleurs bien insignifiante : elle ne sera pas déçue.

- Vous perdez 1 point de capital social avant de vous rendre au 360.

11

20 mai 1795
/ 1^{er} prairial
an III

Bravo pour votre perspicacité ! En effet, les Muscadins n'ont pas encore d'ambitions politiques clairement affichées. Ils ne semblent d'ailleurs plus très dangereux. Ces représentants de la « jeunesse dorée », issue de la bourgeoisie*, s'amuse davantage en choquant les bonnes mœurs qu'en affrontant les forces de l'ordre. Les jeunes femmes, « Merveilleuses », montrent leur corps sous des gazes transparentes. Les jeunes gens, « Incroyables », ne sortent jamais sans leurs accessoires : le foulard et le bâton qui sert à frapper, à l'occasion, les sans-culottes* !

La Terreur blanche suscite donc surtout la peur de ces derniers, déjà inquiets de la hausse des prix. La faim excite les femmes du peuple et les Parisiens appellent à l'émeute. Ils envahissent une nouvelle fois la Convention : vous gagnez 3 points de capital intuitif pour avoir prévu ce retournement de situation. Si les Muscadins représentent un danger lointain pour la République, les sans-culottes la mettent en péril dès à présent. Les Montagnards retrouvent le pouvoir, sous la pression populaire. Qui décidez-vous de soutenir ?

- La gauche, afin qu'elle revienne au pouvoir ? Tournez au 257.
- La droite, pour éviter le retour de la Terreur ? Passez au 351.

12

11 juillet-
9 août 1792

Vous perdez 2 points de capital social en souhaitant empêcher la déchéance du roi. En effet, Pétion, le maire de Paris, encouragé par de nombreux patriotes* à travers tout le pays, dépose une pétition en ce sens devant l'Assemblée législative. De plus, le 1^{er} août 1792, les révolutionnaires tremblent de colère en prenant connaissance du manifeste publié par le duc de Brunswick, commandant de l'armée prussienne. Ce dernier

menace en effet de châtier les Parisiens par une « vengeance exemplaire » s'ils osent porter atteinte au roi et à sa famille.

Vous gagnez cependant 1 point de capital intuitif en estimant que les députés ont des problèmes plus urgents à résoudre. Il faut notamment enrôler de nouveaux soldats pour défendre les frontières du Nord et de l'Est. À cette fin, vous vous intéressez à un nouveau chant de guerre capable de galvaniser nos concitoyens, composé par Rouget de Lisle et adopté par les Marseillais sur le chemin de Paris : « Allons enfants de la Patrie, Le jour de gloire est arrivé ! ». Vous vous inquiétez cependant de quelques paroles insurrectionnelles : « Aux armes citoyens ! Formez vos bataillons ! ». Et si les sans-culottes* prenaient ces mots au pied de la lettre et décidaient de renverser le roi par la force ?

→ Rejoignez directement le 260.

13

5 octobre
1795 / 13
vendémiaire
an IV

Les royalistes ont d'abord l'avantage, grâce à certaines trahisons dans le camp républicain, et parce qu'ils disposent de canons. Mais les députés de la Convention chargent le député Barras d'organiser la résistance. Celui-ci rallie les généraux disponibles, notamment Brune, Murat et Bonaparte. Au terme de combats acharnés, les royalistes sont vaincus et la plupart des émeutiers meurent sous les balles républicaines. Votre mission est un échec.

→ Vous n'avez plus qu'à recommencer au 1.

14

31 octobre
1791

Vous avez raison, les royalistes représentent la menace la plus dangereuse, depuis que les sans-culottes* ont été réprimés par la fusillade du Champ-de-Mars. Et les Feuillants bénéficient du soutien des Jacobins pour lutter contre les aristocrates* et les contre-révolutionnaires.